



Une fille de 8 ans avec une arme de calibre 22, à Keamy Town (Arizona) en 2016. PHOTO DIDIER RUEFF COSMOS

l'appui, comment abattre sereinement un tueur faisant irruption dans une salle de cinéma. Un tutoriel en parfaite harmonie avec l'un des leitmotivs de la NRA: «Seul un gentil avec une arme peut stopper un méchant avec une arme.»

ARMER LES ENSEIGNANTS

Après la tuerie de la semaine dernière, ce refrain a de nouveau été entonné par ceux qui réclament une législation encore plus permissive. L'énorme campus de Parkland, où étudient 3 000 lycéens, disposait d'un garde de sécurité armé. Trop loin du lieu des tirs, il n'a pas pu intervenir. «Un garde armé n'est pas suffisant quand chaque seconde compte», a commenté Grant Stinchfield, l'un des animateurs vedettes de NRA TV. Il a ensuite fait la promotion du très controversé programme *School Shield*, élaboré en 2013 par la NRA après le carnage dans l'école primaire Sandy Hook. Ce programme suggère de poster un vigile dans chaque bâtiment scolaire, d'armer et former les enseignants volontaires et de renforcer les installations. «Nous avons besoin de salles de classe avec des portes si robustes qu'elles en deviennent impénétrables, a tonné Grant Stinchfield. Pour faire des salles de classe un lieu sûr. Comme un cockpit d'avion.»

FREDERIC AUTRAN

NEUF BALLES PAR SECONDE



Les armes automatiques, qui tirent en rafale, sont bannies aux Etats-Unis. Mais une croasse amovible

permet de transformer un fusil semi-automatique en mitrailleuse tout neuf balles par seconde. Cet accessoire, le *bump stock*, a été utilisé lors de la tuerie de Las Vegas (58 morts, en octobre), la pire de l'histoire américaine. Donald Trump a proposé mardi de l'interdire, malgré concession à ceux qui réclament l'interdiction des fusils d'assaut.

«Les exigences des anti-armes se sont réduites»

Le chercheur Didier Combeau explique comment la mythologie américaine faisant de l'autodéfense un droit fondamental s'est radicalisée depuis 1970.

Didier Combeau, chercheur au Centre d'études urbaines dans le monde anglophone à Paris IV-Sorbonne, estime que les armes sont pour les Américains un des piliers de la vie citoyenne.

Pourquoi les Américains ont-ils un rapport si spécial aux armes ?

Le droit d'en posséder est capital aux Etats-Unis pour trois raisons. La première relève du folklore: les armes sont au cœur de traditions multiples, comme la chasse, les foires aux armes, l'imaginaire du cow-boy. Ensuite, elles symbolisent le droit à l'autodéfense. Les patrouilles de «voisins vigilantes», sorte de bandes de shérifs autoconstitués, dépassent les clivages politiques et reposent sur l'idée que la police n'est pas en mesure de faire respecter la loi à elle seule. Enfin, les Américains considèrent les armes comme un moyen de résister à un gouvernement tyrannique: elles sont un droit de combattre la violence par la violence.

Ce principe de résistance à la tyrannie a-t-il des applications concrètes ?

L'usage des armes dans la lutte de citoyens contre l'arbitraire étatique – réel ou supposé – est vieux comme les Etats-Unis. Il est justifié, selon une frange des Américains, lorsque l'Etat est accusé de vouloir spolier la terre des particuliers. Ainsi, en 2015, un groupe de fermiers de l'Oregon s'est constitué en milice pour demander, armes à la

main, la restitution d'une réserve naturelle aux éleveurs. Il a aussi cours lorsque des citoyens considèrent qu'ils ne sont pas traités de manière égalitaire. Et ce n'est pas propre qu'à la droite. Dans les années 60, les Black Panthers ont exercé leur droit de port d'armes pour surveiller la police accusée de discrimination anti-Noirs. Elles sont donc indissociables des droits fondamentaux: être libre, être propriétaire, cela n'a pas de sens si on n'a pas le droit de le défendre soi-même.

Quelle est la portée symbolique du deuxième amendement, qui stipule qu'«une milice bien organisée

étant nécessaire à la sécurité d'un Etat libre, le droit qu'a

le peuple de détenir et de porter des armes ne sera pas transgressé» ?

A la naissance de l'Etat fédéral, on s'inquiète de l'omnipotence de celui-ci. Les 10 amendements, votés en 1791, sont là pour garantir aux citoyens, contre l'Etat, des droits inaliénables. Le deuxième fait initialement référence à des armées de conscription, sorte de gardes nationales que chaque Etat pourrait lever si sa liberté était menacée. La Cour suprême l'interprète dans le sens d'un droit de port d'arme individuel deux siècles plus tard, lors de l'affaire Heller contre Columbia en 2008. Alors que le citoyen a été condamné par un tribunal du district de Columbia pour avoir porté un pistolet dans la rue, la plus haute autorité judiciaire déclare que ni les villes ni les Etats ne sont habilités à limiter ou interdire le port d'armes.

Les Américains ont-ils toujours eu autant d'armes ?

Il faut distinguer la possession effective de la mythologie politique qui s'est construite

autour. L'essor de la détention d'armes n'arrive que tardivement, dans la deuxième moitié du XIX^e siècle, avec la naissance de l'industrie des armes à feu... Avant cela, on tuait le plus souvent à l'arme blanche. Mais la mythologie politique en faisant une facette de l'identité citoyenne est constamment liée à la nation américaine.

Quelle est la réponse idéologique de ceux qui luttent pour le contrôle des armes ?

Nous sommes dans l'une des phases les plus permissives de l'histoire américaine. Depuis 1970, les exigences des anti-armes se sont réduites. Dans les années 60, des groupes de pression revendiquent

l'interdiction des armes de poing. Ils insistent sur la restriction

au cadre des milices inscrites dans le deuxième amendement. Vingt ans plus tard, et par réalisme politique, ces groupes ne demandent qu'un simple contrôle. En 2004, l'interdiction de la commercialisation des armes d'assaut, pourtant actée en 1994, n'est pas renouvelée. C'est un nouveau recul. Après cette défaite politique, les groupes de pression n'insistent plus que sur des mesures de sécurité, comme le verrouillage...

Cette focalisation sur le comportement donne raison au discours de la National Rifle Association (NRA): ce ne sont pas les machines qui tuent, ce sont les hommes. On ne catégorise plus les armes, comme en France, mais les hommes («citoyens honnêtes» contre psychiquement instables, drogués, mineurs, etc.). Hillary Clinton, durant la campagne présidentielle de 2016, a entériné ce recul, en ne prônant qu'un «contrôle de bon sens», c'est-à-dire n'empêchant pas la possession d'armes.

Recueilli par EMILE BOUTELIER